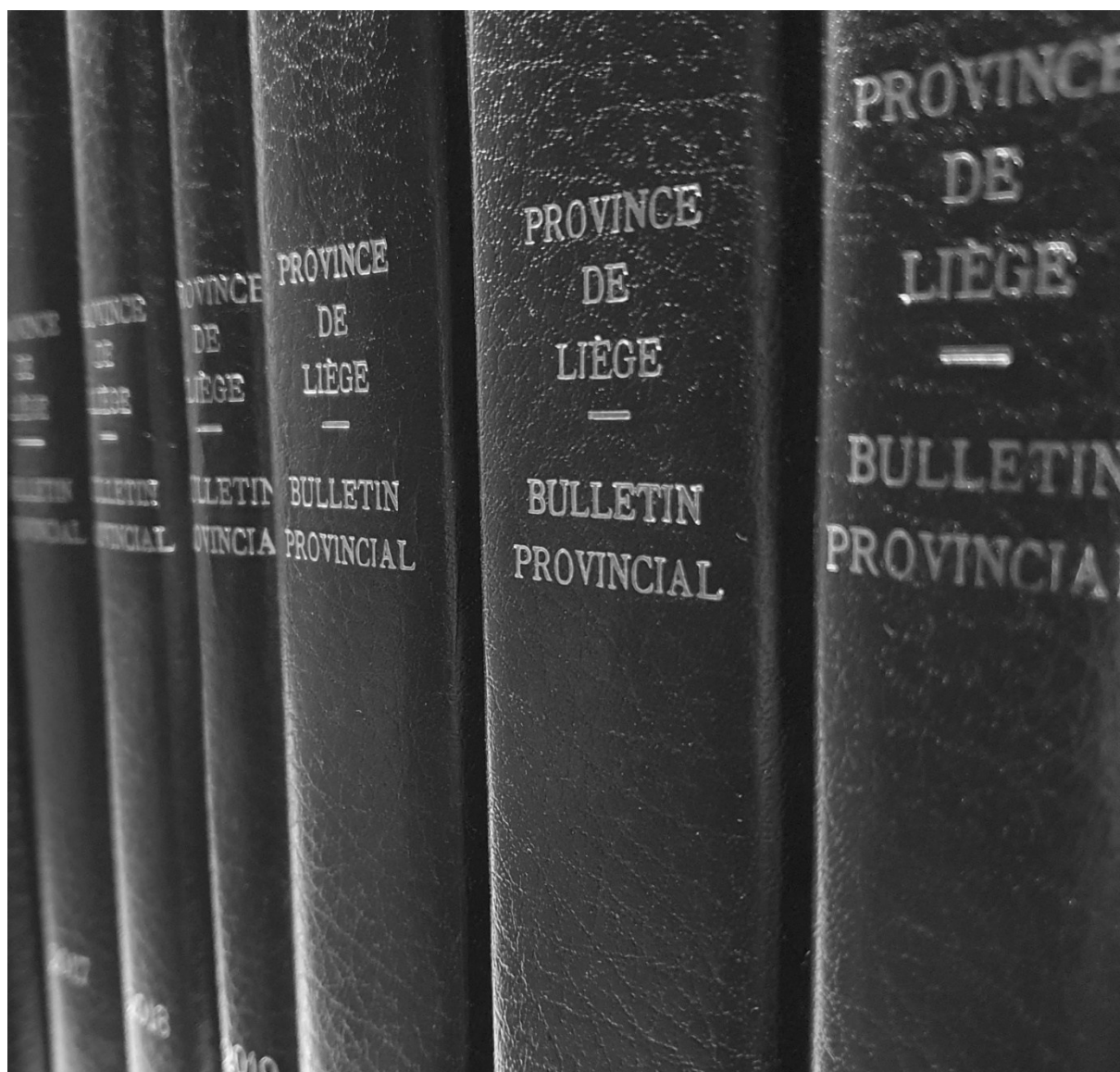




PROVINCE DE LIÈGE

• **BULLETIN PROVINCIAL** •

PÉRIODIQUE



Éditeur responsable :

Province de Liège
Place Saint-Lambert, 18A
4000 Liège
www.provincedeliege.be

Tous droits de reproduction,
d'adaptation et de traduction
réservés pour tous pays.

D/2026/4540/21
ISSN : 1780-9487 (édition papier)
2953-2299 (édition numérique)

SOMMAIRE

N°35 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC – MESURES GÉNÉRALES	
D’ADMINISTRATION INTÉRIEURE	350
Arrêté de police du Gouverneur du 15 septembre 2026 concernant la prévention du risque d’incendie sur le territoire de la Province de Liège.	350

N°35 | SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC – MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE

Arrêté de police du Gouverneur du 15 septembre 2026 concernant la prévention du risque d'incendie sur le territoire de la Province de Liège.



ARRÊTÉ DE POLICE

Le Gouverneur de la province de Liège,

Vu la loi provinciale du 30 avril 1836, en particulier son article 128 ;

Vu la loi sur la fonction de police du 5 août 1992, en particulier son article 11 tel que modifié par l'article 165 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu la loi du 6 mars 1818 concernant les peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales ou communales, modifiée par les lois du 5 juin 1934, du 14 juin 1963 et du 3 mars 2026 concernant les contraventions aux règlements administratifs ;

Vu le « Code forestier » wallon ;

Vu le « Code rural » wallon ;

Vu le « Code de l'environnement » wallon ;

Vu l'« Arrêté ministériel interdisant temporairement la circulation du public dans les forêts et réserves naturelles sur une partie du territoire des cantonnements de Verviers, Malmedy et Elsenborn » pris par la Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité, en charge de la Forêt, de la Nature, de la Chasse et de la Pêche en date du 17 août 2026 ;

Considérant que l'article 128 de la loi provinciale du 30 avril 1836 énonce notamment que « Le gouverneur veille dans la province au maintien de l'ordre public, à savoir la tranquillité, la sûreté et la salubrité publiques » et qu'il « peut à cet effet faire appel à la police fédérale » ;

Considérant que l'article 11 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police prévoit que « le ministre de l'Intérieur et le gouverneur exercent à titre subsidiaire les attributions du bourgmestre ou des institutions communales lorsqu'ils manquent, volontairement ou non, à leurs responsabilités, lorsque les troubles à l'ordre public s'étendent au territoire de plusieurs communes, ou lorsque, bien que l'évènement ou la situation soit localisée dans une seule commune, l'intérêt général exige leur intervention » ;



Considérant que le Conseil d'Etat, dans son arrêt n° 241.671 du 30 mai 2018¹, a rappelé que « Toute loi de police administrative habilite les autorités compétentes à prendre des mesures préventives tendant à éviter des troubles à l'ordre public avant qu'ils ne surviennent (...) » et d'ajouter que « l'autorité dispose à cet égard d'un large pouvoir d'appréciation et peut prendre en compte toute situation potentiellement dangereuse et tout risque, **même faible**, pour la sécurité publique » ;

Que les prévisions météorologiques montrent des températures hautes, un air plus sec et une augmentation de la vitesse du vent dans les prochains jours ;

Que ces éléments climatiques constituent ensemble une combinaison créant des risques majeurs d'incendie ;

Que l'indice de sécheresse dans les milieux naturels et ouverts reste globalement et actuellement particulièrement alarmant ;

Que la situation climatique actuelle ne s'améliorera pas positivement dans les prochains jours et que les indicateurs tendent même vers une aggravation de celle-ci ;

Considérant que ces éléments réunis présentent un danger accru de départ de feux, ce qui constitue un risque sérieux de porter atteinte à la sécurité des biens et des personnes ;

Considérant que l'incendie récent dans les Hautes Fagnes démontre encore la nécessité de prévenir au maximum le risque d'incendie sur le territoire de la province de Liège ;

Que cette crise mobilise encore de nombreux moyens des différentes disciplines puisque la situation n'est pas encore totalement « maîtrisée » ;

Qu'il ne faudrait pas qu'une crise de même nature et/ou de même origine se déclare sur le territoire de la province de Liège, ce qui risquerait de compromettre sérieusement la sécurité des biens et des personnes par manque de moyens disponibles ;

Que le souci d'adopter un arrêté de police avec des mesures actualisées face à cette problématique a été affirmé lors du Comité de Coordination Provincial (« CC-Prov ») du 4 septembre 2026 à 9h00 ;

¹ <http://www.raadvst-consetat.be/Arrets/241000/600/241671.pdf>



Considérant que le principe de précaution recommande aux autorités administratives d'adopter des mesures de protection dans la limite du possible ;

Considérant que pour le maintien de l'ordre, le Gouverneur doit prendre toutes les dispositions strictement nécessaires, proportionnées et limitées dans le temps pour prévenir les troubles à l'ordre public ;

Qu'il revient au Gouverneur de veiller au maintien de l'ordre public par les dispositions suivantes :

ARRÊTE :

Article 1^{er}. Feux d'artifice et objets pyrotechniques

Sauf autorisation préalable du Bourgmestre, l'utilisation de feux d'artifice et d'objets pyrotechniques est strictement interdite.

Cette autorisation préalable devra s'accompagner d'une analyse des risques approfondie réalisée par la Zone de Secours territorialement compétente qui s'assurera que toutes les conditions de sécurité sont réunies. Dans ce cadre, la Zone de Secours pourra imposer toute mesure de prévention supplémentaire qu'elle estime nécessaire.

Article 2. Usage ou manipulation du feu dans et à proximité de milieux naturels – Comportements à risque

Sauf autorisation préalable du Bourgmestre, dûment motivée, sont interdits :

- Tout usage ou manipulation du feu dans ou à moins de 100 mètres des bois, forêts, prairies, champs et terrains agricoles, cultures, friches, landes, broussailles, végétations sèches, cultures sur pieds, chaumes, récoltes, taillis, talus ou de milieux naturels ;

Dont notamment :

- L'utilisation de désherbeurs thermiques ;
- Le brûlage de déchets verts, résidus végétaux ou agricoles ;
- Le lâchage de lanternes volantes enflammées ;
- Le jet, le dépôt et/ou l'abandon de mégots de cigarette, d'objets inflammables, d'objets en combustion, de cendres et de tout objet susceptible de provoquer un départ de feu ;



- Le dépôt de verre ou de débris de verre ;
- La manipulation d'artifices de joie et de spectacles (feux de bengale, bâtons de feu, etc.) ;
- L'utilisation de tout matériel générateur ou susceptible de générer des étincelles.

Article 3. Utilisation de barbecues, braseros et dispositifs de cuisson extérieurs générateurs de chaleur

L'utilisation de barbecues, braseros et dispositifs de cuisson extérieurs générateurs de chaleur doit respecter les conditions suivantes :

- Être installé à un emplacement ne présentant aucun risque de propagation du feu vers la végétation ou tout autre élément qui pourrait s'enflammer (haies, arbres, bâtiments en bois, clôtures, matériaux combustibles, etc.) soit en raison d'un contact de chaleur soit par projection de braises ;
- Être placé sous la surveillance permanente d'une personne majeure jusqu'au refroidissement complet des braises ;
- Être accompagné de moyens d'extinction appropriés immédiatement utilisables en cas d'inflammation incontrôlée.

Article 4. Champ d'application

Le présent arrêté s'applique sur l'ensemble du territoire de la province de Liège.

Article 5. Sanctions

Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté de police seront sanctionnés d'une peine de niveau 1 (article 1^{er} de la loi du 6 mars 1818 concernant les peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales ou communales, modifiée par les lois du 5 juin 1934, du 14 juin 1963 et du 3 mars 2026 concernant les contraventions aux règlements administratifs).

Article 6. Entrée en vigueur

Le présent arrêté entrera en vigueur le 15 septembre 2026 et restera d'application jusqu'au 21 septembre 2026 inclus.



Article 7. Publicité

Le présent arrêté sera affiché aux endroits habituellement réservés aux notifications officielles et fera l'objet d'une publication dans le Bulletin provincial.

Article 8. Recours

Un recours en annulation, ainsi qu'un éventuel recours en suspension, peuvent être introduits par requête auprès du Conseil d'État sis au 33, rue de la Science, 1040 Bruxelles ou électroniquement via le site : <https://leproadmin.raadvst-consetat.be/>, dans un délai de 60 jours à compter de la notification du présent arrêté, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'État du 12 janvier 1973.

Article 9. Expédition

Le présent arrêté sera notifié par courriel :

- Pour disposition :
 - Au Premier ministre ;
 - Au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur ;
 - Au Centre de crise National ;
 - Au Ministre-Président du Gouvernement wallon ;
 - Au Ministre-Président de la Communauté germanophone ;
 - Au Ministre des Pouvoirs locaux ;
 - Au Ministre wallon de l'Agriculture et de la Ruralité ;
 - Au Directeur coordonnateur administratif de la Police fédérale à Liège ;
 - Au Directeur coordonnateur administratif de la Police fédérale à Eupen ;
 - Au Procureur du Roi de Liège ;
 - Au Procureur du Roi d'Eupen ;
 - Aux Bourgmestres de la province de Liège, chargés de l'afficher sans délai ;
 - À l'ensemble des Zones de police de la province de Liège ;
 - Aux membres du Comité de Coordination Provincial ;
 - Aux membres de la Cellule de sécurité de la province de Liège ;
 - Au Collège provincial de Liège.

Liège, le 15 septembre 2026.

Le Gouverneur de la province de Liège,
Hervé JAMAR

Services du Gouverneur de la province de Liège - 04.279.33.31
www.gouverneur.provincedeliege.be

Page 5 sur 5



POLIZEIERLASS

Aufgrund des Provinzialgesetzes vom 30. April 1836, insbesondere des Artikels 128;

Aufgrund des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt, insbesondere des Artikels 11, wie abgeändert durch Artikel 165 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes;

Aufgrund des Gesetzes vom 6. März 1818 in Bezug auf die Strafen, die bei Übertretungen der allgemeinen Maßnahmen in Bezug auf die interne Verwaltung aufzuerlegen sind, und auf die Strafen, die durch Verordnungen der Provinzial- oder Gemeindebehörden festgelegt werden können, abgeändert durch die Gesetze vom 5. Juni 1934, 14. Juni 1963 und 3. März 2026 in Bezug auf die Verstöße gegen Verwaltungsvorschriften;

Aufgrund des Wallonischen Forstgesetzbuches;

Aufgrund des Wallonischen Feldgesetzbuches;

Aufgrund des Wallonischen Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 17. August 2026, der den Zugang der Öffentlichkeit zu Wäldern und Naturschutzgebieten in einem Teil des Gebiets der Forstämter Verviers, Malmedy und Elsenborn vorübergehend untersagt, erlassen von der Ministerin für Landwirtschaft und ländliche Angelegenheiten, beauftragt mit Forstwesen, Natur, Jagdwesen und Fischfang;

In der Erwägung, dass in Artikel 128 des Provinzialgesetzes vom 30. April 1836 insbesondere Folgendes festgelegt wird: *"Der Gouverneur sorgt in der Provinz für die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung, das heißt der öffentlichen Ruhe, Sicherheit und Gesundheit" und "zu diesem Zweck kann er auf die föderale Polizei zurückgreifen"*;

In der Erwägung, dass in Artikel 11 des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt vorgesehen ist, dass *"[der Minister des Innern und der Gouverneur] subsidiär die Befugnisse des Bürgermeisters oder der kommunalen Einrichtungen [ausüben], wenn diese ihre Verantwortung willentlich oder unwillentlich nicht wahrnehmen, wenn sich die Störung der öffentlichen Ordnung auf das Gebiet mehrerer Gemeinden erstreckt oder wenn das Gemeinwohl ihren Einsatz erfordert, obwohl das Ereignis oder die Situation eine einzige Gemeinde betrifft"*;

In der Erwägung, dass der Staatsrat in seinem Entscheid Nr. 241.671 vom 30. Mai 2018¹ daran erinnert hat, dass *"verwaltungspolizeiliche Gesetze die zuständigen Behörden ermächtigen, vorbeugende Maßnahmen im Hinblick auf die Vermeidung von Störungen der öffentlichen"*

¹ <http://www.raadvst-consetat.be/Arrets/241000/600/241671.pdf>



*Ordnung zu ergreifen, bevor diese auftreten [...]”, und dass “die Behörden in dieser Hinsicht über einen breiten Ermessensspielraum verfügen und allen potenziell gefährlichen Situationen wie auch allen, **selbst geringen** Risiken für die öffentliche Sicherheit Rechnung tragen können”;*

In Erwägung der Wettervorhersagen, die belegen, dass in den nächsten Tagen hohe Temperaturen, trockenere Luft und erhöhte Windgeschwindigkeiten zu erwarten sind;

In der Erwägung, dass diese klimatischen Faktoren, wenn sie gemeinsam auftreten, erhebliche Brandgefahren mit sich bringen;

Dass der Dürreindex in natürlichen und offenen Lebensräumen derzeit insgesamt weiterhin besonders alarmierend ist;

Dass sich die derzeitige Klimasituation in den nächsten Tagen nicht positiv entwickeln wird und dass die Indikatoren sogar auf eine Verschlechterung hindeuten;

In der Erwägung, dass diese Faktoren in ihrem Zusammenwirken eine erhöhte Brandgefahr darstellen, was ein ernsthaftes Risiko für die Sicherheit von Gütern und Personen birgt;

In der Erwägung, dass der jüngste Brand im Hohen Venn erneut deutlich die Notwendigkeit aufzeigt, die Brandgefahr auf dem Gebiet der Provinz Lüttich so weit wie möglich zu vermeiden;

Dass durch diese Krise weiterhin zahlreiche Mittel der verschiedenen Disziplinen mobilisiert werden, da die Situation noch nicht vollständig “unter Kontrolle” ist;

Dass es zu verhindern gilt, dass eine Krise gleicher Art und/oder gleichen Ursprungs auf dem Gebiet der Provinz Lüttich ausbricht, was aufgrund mangelnder verfügbarer Mittel die Sicherheit von Gütern und Personen ernsthaft gefährden könnte;

Dass das Bestreben, angesichts dieser Problematik einen Polizeierlass mit aktualisierten Maßnahmen anzunehmen, auf der Sitzung des Provinzialen Koordinierungsausschusses (“CC-Prov”) vom 4. September 2026 um 9:00 Uhr bekräftigt worden ist;

In der Erwägung, dass Verwaltungsbehörden im Hinblick auf die Einhaltung des Vorsorgeprinzips im Rahmen des Möglichen Schutzmaßnahmen ergreifen;

In der Erwägung, dass der Gouverneur zur Aufrechterhaltung der Ordnung alle strikt notwendigen, verhältnismäßigen und zeitlich begrenzten Maßnahmen ergreifen muss, um Störungen der öffentlichen Ordnung zu verhindern;

Dass es dem Gouverneur obliegt, durch folgende Bestimmungen für die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung zu sorgen:



ERLÄSST DER GOUVERNEUR DER PROVINZ LÜTTICH:

Artikel 1 – Feuerwerk und pyrotechnische Gegenstände

Die Verwendung von Feuerwerk und pyrotechnischen Gegenständen ist außer bei vorheriger Erlaubnis des Bürgermeisters streng verboten.

Diese vorherige Erlaubnis muss mit einer von der territorial zuständigen Hilfeleistungszone vorgenommenen eingehenden Risikoanalyse einhergehen, wobei die Zone sich vergewissert, dass alle Sicherheitsbedingungen erfüllt sind. In diesem Zusammenhang kann die Hilfeleistungszone alle zusätzlichen Vorbeugungsmaßnahmen auferlegen, die sie für erforderlich hält.

Artikel 2 – Verwendung oder Handhabung von Feuer in und in der Nähe von Naturgebieten – Risikoverhalten

Außer bei vorheriger ordnungsgemäß mit Gründen versehener Erlaubnis des Bürgermeisters ist Folgendes verboten:

- jede Verwendung oder Handhabung von Feuer in Waldstücken, Wäldern, Weiden, Feldern, und landwirtschaftlichen Flächen, Anbauflächen, Brachflächen, Heideflächen, Buschwerk, trockener Vegetation, stehendem Getreide, Stoppeeln, Ernteflächen, Niederwald, Böschungen oder Naturgebieten oder in einer Entfernung von weniger als 100 Metern davon.

Darunter insbesondere:

- die Verwendung von Unkrautbrennern,
- das Verbrennen von Grünabfällen, pflanzlichen oder landwirtschaftlichen Reststoffen,
- das Steigenlassen brennender Himmelslaternen,
- das Wegwerfen, Ablegen und/oder Zurücklassen von Zigarettenkippen, brennbaren Gegenständen, brennenden Gegenständen, Asche und allen Gegenständen, die einen Brand auslösen könnten,
- das Abstellen von Glas oder das Ablegen von Glasscherben,
- die Handhabung von Klein- und Großfeuerwerk (bengalisches Feuer, Feuerstäbe usw.),
- die Verwendung von Material, das Funken erzeugt oder erzeugen könnte.

Artikel 3 – Verwendung von Grills, Feuerschalen und Außenkochvorrichtungen, die Wärme erzeugen

Bei der Nutzung von Grills, Feuerschalen und Außenkochvorrichtungen, die Wärme erzeugen, müssen folgende Bedingungen erfüllt sein:

Dienste des Gouverneurs der Provinz Lüttich – 04.279.33.31
www.gouverneur.provincedeliege.be

Seite 3 von 5



- Sie müssen an einem Ort aufgestellt sein, an dem keine Gefahr besteht, dass sich das Feuer auf die Vegetation oder andere entzündliche Elemente (Hecken, Bäume, Gebäude aus Holz, Zäune, brennbare Materialien usw.) ausbreitet, entweder durch Kontakt mit Hitze oder herabfallende Glut.
- Sie müssen bis zur vollständigen Abkühlung der Glut ständig von einer volljährigen Person beaufsichtigt werden.
- Es müssen geeignete Löschmittel bereitgestellt werden, die bei unkontrollierter Entzündung sofort einsatzbereit sind.

Artikel 4 – Anwendungsbereich

Vorliegender Erlass gilt im gesamten Gebiet der Provinz Lüttich.

Artikel 5 – Sanktionen

Wer gegen die Bestimmungen des vorliegenden Polizeierlasses verstößt, wird mit einer Strafe der Stufe 1 bestraft (Artikel 1 des Gesetzes vom 6. März 1818 in Bezug auf die Strafen, die bei Übertretungen der allgemeinen Maßnahmen in Bezug auf die interne Verwaltung aufzuerlegen sind, und auf die Strafen, die durch Verordnungen der Provinzial- oder Gemeindebehörden festgelegt werden können, abgeändert durch die Gesetze vom 5. Juni 1934, vom 14. Juni 1963 und vom 3. März 2026 in Bezug auf die Verstöße gegen Verwaltungsvorschriften).

Artikel 6 – Inkrafttreten

Vorliegender Erlass tritt am 15. September 2026 in Kraft und bleibt bis zum 21. September 2026 einschließlich anwendbar.

Artikel 7 – Bekanntmachung

Vorliegender Erlass wird an den üblichen für amtliche Bekanntmachungen vorgesehenen Orten ausgehängt und im Provinzbuletin veröffentlicht.

Artikel 8 – Rechtsmittel

Eine Nichtigkeitsklage und eine eventuelle Aussetzungsklage können binnen 60 Tagen ab Notifizierung des vorliegenden Erlasses durch Antragschrift beim Staatsrat in 1040 Brüssel, Rue de la Science 33, oder elektronisch über die Website: <https://leproadmin.raadvst-consetat.be/> eingereicht werden, gemäß den am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetzen über den Staatsrat.



Artikel 9 – Versand

Vorliegender Erlass wird per E-Mail notifiziert:

zur weiteren Veranlassung an:

- den Herrn Premierminister,
- den Herrn Minister der Sicherheit und des Innern,
- das Nationale Krisenzentrum,
- den Herrn Ministerpräsidenten der Wallonischen Regierung,
- den Herrn Ministerpräsidenten der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
- den Herrn Minister für lokale Behörden,
- die Frau Wallonische Ministerin für Landwirtschaft und ländliche Angelegenheiten,
- den Herrn Verwaltungspolizeidirektor-Koordinator der Föderalen Polizei in Lüttich,
- den Herrn Verwaltungspolizeidirektor-Koordinator der Föderalen Polizei in Eupen,
- den Herrn Prokurator des Königs in Lüttich,
- den Herrn Prokurator des Königs in Eupen,
- die Frauen und Herren Bürgermeister der Provinz Lüttich mit dem Auftrag, ihn unverzüglich auszuhängen,
- alle Polizeizonen der Provinz Lüttich,
- die Mitglieder des Provinzialen Koordinierungsausschusses,
- die Mitglieder des Sicherheitsstabs der Provinz Lüttich,
- das Provinzkollegium von Lüttich.

Lüttich, den 15. September 2026

Der Gouverneur der Provinz Lüttich

(gez.) Hervé JAMAR